

Programme politique 14

Libéralisme et services publics

Le libéralisme économique, c'est-à-dire le capitalisme, est l'ennemi des services publics : l'école, les transports, l'énergie, l'eau, le service de santé, le logement, la grande industrie, l'agriculture, les banques, l'information, l'informatique, l'environnement, etc., sont laissés au secteur privé qui s'engage seulement s'il fait des bénéfices : autant dire que l'intérêt général de la population n'est pas pris en compte. Le pognon, oui, la laïcité, non !

Dans une société inégalitaire, comme le sont les sociétés française, de l'UE et mondiale, le vrai rôle de l'État est de réduire les inégalités le plus possible ; avec les recettes fiscales, il crée les services publics qui redistribuent l'argent des plus riches à ceux qui en ont besoin. Mais si avec les recettes fiscales directes et indirectes, il préfère donner des subsides à fonds perdus aux entreprises privées, il ne remplit pas son rôle et se met sous la coupe du grand capital. C'est ce que fait l'actuel président de la République, sans doute candidat à sa succession ; c'est ce que défendent les candidats de la droite et de l'extrême droite, et même, hélas, la plupart des candidats dits de gauche qui se sont soumis tacitement à la dictature du capitalat, ayant oublié de travailler à l'établissement de celle du prolétariat ... Par conséquent, le service public dans toutes ses dimensions est diminué voire supprimé, et les associations caritatives sont là, n'est-ce pas, pour faire le boulot. Cela est inique, mais se porte à merveille, sauf que les bénévoles, retraités et autres, sont exténués et ne peuvent pas tout faire !

Dans la société française l'appauvrissement des services publics s'accompagne de l'individualisme forcené des hommes et des femmes laissés à leur inspiration du moment ; pourquoi ne pas faire ce qui vous chante à l'instant puisque de toute façon rien n'est prévu pour l'empêcher ? Aller ou non à l'école, circuler à bicyclette sur les trottoirs, engueuler les personnels des urgences, et va comme j'te pousse ! Une population exposée à la précarité par l'omniprésence du capitalat et par la disparition programmée des services publics se sent abandonnée et réagit au coup par coup selon les circonstances ; elle perd son appartenance à une société organisée et se comporte au gré des impulsions de chacun : est-ce de cela que l'on parle quand on évoque le déclin de la France ?

La société française doit se ressaisir et, à l'occasion des élections présidentielles et législatives prévues en 2022, et imposer ce que les **évolutions révolutionnaires** de son passé lui dictent : le renouveau des services publics appuyé sur la fin de la soumission au capitalat dictatorial des dirigeants politiques qui ont fait leur temps. Il ne faut pas galvauder ce que, depuis 1789 jusqu'au programme de mars 1944 du CNR, sous-titré *les Jours heureux*, l'histoire a laissé en héritage précieux à la France.

Capitalismus delendus est.